

L'entrisme, comme culture sociale

à nouveau, la controverse met aux prises Soltani et Makri : faut-il revenir à la stratégie d'avant 2012 ? La question s'était déjà reposée au parti au lendemain des législatives de 2017 et le MSP a renoncé à entrer dans l'alliance présidentielle et au gouvernement.

Ce dilemme, qui tourmente aujourd'hui l'ex-Hamas, a marqué la vie politique nationale depuis l'avènement de Bouteflika. Et c'est l'option de l'entrisme qui, souvent, l'emporta. Même si, dès le début, ce qui a prévalu dans la composition des équipes, c'est la logique régionaliste et de compagnonnage. À peine contestée par le nécessaire droit de cité des partis institutionnalisés du pouvoir, le FLN et le RND, pourtant majoritaires au Parlement. Il ne restait alors plus beaucoup de positions à partager entre les formations "d'opposition" venues rejoindre une alliance maintenant bigarrée mais étonnante d'homogénéité, du MSP au RCD, quand il s'est agi de soutenir et d'appliquer le programme du Président.

Comme Bouteflika ne s'est dévoilé sur aucun thème clivant, sinon sur celui de la privatisation, il n'y avait pas de quoi diverger sur un discours imprécateur autour d'objectifs de prospérité, de paix et de dignité retrouvées. Mais la loi sur la concorde civile, plébiscitée sous Hamdani, en charge du gouvernement transitoire, a servi de test anticipé sur la cohésion du gouvernement formé de proches, de représentants de la majorité et d'"opposants".

La stratégie de l'entrisme a fini par déteindre sur la plupart des formations structurant alors le paysage politique. Celles qui n'ont pas pris d'emblée cette voie, l'ont rarement fait par principe. Certaines n'ont, peut-être, pas jugé la proposition en rapport avec leur poids estimé ; d'autres s'y sont plus ralliées, à d'autres occasions, comme le FFS qui, en 2012, se proposait d'aider à "remettre du mouvement dans le statu quo". Il faut dire que le mouvement de ralliement au pouvoir amorcé par la classe politique d'opposition a été vite relayé par le processus de "dépolitisation monétaire" de la population, les caisses de l'État commençant à déborder d'argent. C'était le temps de l'éclosion de la stratégie de clientélisation tous azimuts et du tout social. L'argent, justement, venait providentiellement soutenir la stratégie de la "réconciliation". Que demande le peuple, sinon d'être rassuré sur sa sécurité et son confort ?

En avril dernier, Soltani, qui, à ce sujet, sait de quoi il parle, résumait ainsi ce processus : "Si rien n'a changé dans le pays, nous avons, nous, changé, parce qu'il y a eu beaucoup d'enfants du MSP et de l'école du défunt Mahfoud Nahnah qui ont voulu faire des démonstrations de force en croyant posséder une puissance populaire qui leur permettrait de bouleverser la vie politique en étant dans l'opposition. Ces gens-là, que ce soit dans le Front du changement, le Mouvement El-Binaâ et même au TAJ, ont vite été rattrapés par la dure réalité de l'opposition. Ils croyaient que le peuple allait les suivre. Finalement, ils se sont rendu compte que l'opposition effrayait plus le peuple qu'elle ne le rassurait." On peut généraliser la problématique à la société. L'évolution ne viendra pas des partis politiques. Ni du "peuple". Mais, encore une fois, des aléas.

M. H.